Document generated on 04/30/2024 5:40 p.m.

Politique et Sociétés

Politique et Sociétés

Féminismes et science politique : un couple (im)possible ?

Danielle Coenga-Oliveira and Priscyll Anctil Avoine

Volume 42, Number 1, 2023

Féminismes et science politique : un couple (im)possible ?

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1097163ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1097163ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)
1703-8480 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Coenga-Oliveira, D. & Anctil Avoine, P. (2023). Féminismes et science politique : un couple (im)possible ? *Politique et Sociétés*, *42*(1), 3–14. https://doi.org/10.7202/1097163ar

© Société québécoise de science politique, 2023

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Féminismes et science politique : un couple (im)possible ?

Danielle Coenga-Oliveira
Chargée de cours et candidate au doctorat,
Département de science politique, Université du Québec à Montréal
coenga_oliveira.danielle@courrier.uqam.ca

Priscyll Anctil Avoine
Chercheure postdoctorale, Département de science politique,
Lund University
priscyll.anctil@svet.lu.se

Ce numéro thématique prend sa source dans des questionnements à la fois scientifiques et expérientiels. Expérientiels, en raison de nos propres émotions et processus corporels durant notre parcours pour l'obtention du doctorat en science politique où nous ne parvenions que difficilement à dialoguer avec ceux et celles qui adoptaient des théories et méthodes centrées sur les approches traditionnelles[1] ; scientifiques, puisque nous ressentions un désir de remettre en cause les modèles désincarnés de pouvoir et de subjectivité (Ahmed et Stacey 2001, 4) dans la discipline ainsi que les réticences à y inclure les approches féministes. L'évolution de ce numéro s'est dessinée autour d'une conversation épistémologique avec différent·es collègues – dont plusieurs font partie de ce numéro – dans le sillon de deux ateliers tenus à l'occasion des congrès 2018 (Université d'Ottawa) et 2019 (Université de Montréal) de la Société québécoise de science politique (SQSP). Le premier atelier s'intitulait « Le genre comme catégorie d'analyse en science politique :

1. Nous entendons ici par « approches traditionnelles » en science politique (*mainstream*) celles qui mettent l'accent sur des objets traditionnels de cette discipline – comme les élections, le vote, les partis politiques, l'action collective organisée, etc. – et assument généralement une stricte division entre les sphères publique et privée. De même, ces approches traditionnelles tendent à adopter une posture épistémologique positiviste réclamant « objectivité » et « neutralité » et ne remettent pas en cause le caractère situé de la production de la connaissance. De là découlent également des méthodes de recherche qui sont perçues comme « légitimes » dans la discipline, comme les questionnaires et les sondages, versus d'autres méthodes qui sont jugées comme « biaisées » par manque de « neutralité », par exemple l'ethnographie ou les méthodes artistiques.

perspectives, enjeux et études de cas » et visait à examiner la catégorie du genre dans la discipline. Le deuxième atelier mettait l'accent sur une analyse critique de l'imbrication des épistémologies féministes et de la science politique, sous le thème « Science politique et féminismes : un couple (im) possible ? ». Ces enjeux représentent donc les thèmes phares de ce numéro thématique qui rassemble des articles mettant de l'avant des critiques féministes, décoloniales, écologiques et antidomination de la science politique.

Au début de nos réflexions, durant nos deux premières années de doctorat, nous étions toutes deux particulièrement animées par deux volontés : d'une part, contribuer d'un point de vue féministe à la science politique québécoise et canadienne et, d'autre part, créer des espaces d'interrogations épistémologiques sur l'inclusion du genre comme catégorie analytique, pratique et politique dans la discipline à travers les voix des chercheures émergentes. À ce moment dans notre parcours, ces réflexions se sont dessinées autour des questions lancées par la politologue canadienne Jill Vickers dans son discours sur l'état de la science politique comme discipline en 2015. Dans cette allocution, celle-ci remet en cause l'idée selon laquelle la science politique et les études féministes auraient réellement entamé un dialogue épistémologique. De fait, pour Vickers (2015), en dépit des nombreux apports théoriques, méthodologiques et pratiques des études féministes, ces dernières n'auraient pas réussi à être réellement incluses ou à transformer profondément les bases de la discipline de la science politique conventionnelle (SPC). Elle démontre en effet que l'augmentation significative du nombre de femmes dans les départements de science politique n'a pas eu les effets escomptés sur la discipline : de la même manière que la SPC n'a pas réussi à intégrer les concepts travaillés par les politologues féministes, la science politique féministe (SPF) n'a pas vu ses méthodologies et catégories d'analyse imbriquées dans la SPC.

Ainsi, il semble qu'en dépit de ces apports féministes à l'analyse du politique, la discipline « science politique » soit toujours aussi réticente aux changements paradigmatiques et épistémologiques. Selon Vickers (1997 ; 2015), il y aurait donc une résistance plus marquée au changement dans la SPC que dans les autres disciplines telles que la sociologie et l'anthropologie. Jane Jenson et Éléonore Lépinard (2009, 183) vont dans le même sens : si les politiques publiques ont souvent tenu compte de la variable *genre*, « il est courant d'affirmer que la science politique reste une des disciplines les plus fermées aux études sur le genre ». Des constats similaires ont été faits dans d'autres géographies : par exemple, en Colombie, María Emma Wills Obregón (2004) a relevé les aléas des publications sur le féminisme dans les revues de science politique du pays tandis que certaines autrices appellent à une « nouvelle épistémologie émergente » qui ferait un pont entre théorie politique et féminismes, au Brésil par exemple (Matos 2012). En France, les débats entourent la catégorie *genre* en elle-même, eu égard à son usage

linguistique dans ce pays et sa portée comme champ d'analyse du politique (Achin et Bereni 2013).

Après quatre années de réflexions sur les interactions entre la science politique conventionnelle, globalement toujours androcentrée et coloniale, et les études féministes, notre regard s'est posé sur une multiplicité de catégories qui rendent compte des biais épistémologiques de la discipline. En ce sens, si la catégorie du genre était centrale à nos interrogations initiales, l'évolution de nos discussions avec les auteur·es de ce numéro thématique a montré l'urgence de s'interroger quant aux angles morts théoriques et méthodologiques de la discipline au prisme d'autres catégories telles que la colonialité, la race, ou encore la sphère privée et l'intime.

Notre proposition

Au-delà de la simple inclusion des perspectives féministes dans la science politique, notre proposition suit celle de Flávia Biroli et Luis Felipe Miguel (2012) pour affirmer qu'il ne s'agit pas d'inclure le féminisme comme un corps théorique alternatif à la science politique, ou encore d'additionner la catégorie du genre aux analyses déjà existantes. Au contraire, ce numéro vise à montrer comment les apports féministes déplacent les débats centraux des théories politiques, en disloquant les termes de la discussion et en repensant des concepts aussi fondamentaux que la justice, la citoyenneté, l'égalité ou l'État – comme les propositions de remise en cause des théories contractualistes (Pateman 1988 ; Varikas 2006), l'analyse des oppressions (Young 1990 ; Lamoureux 2016), la politique des corps (Butler 1990 ; 1993 ; 2015 ; Bordo 1993) et la place des émotions (Ahmed 2014), pour ne mentionner que ces exemples.

De la sorte, ce projet contribue au développement des analyses qui ont déjà fait l'objet de numéros thématiques dans la revue *Politique et Sociétés*, notamment « La science politique francophone : défis et trajectoires » (Carolle Simard et Jérémie Cornut, dir., 2012) ; « Sexualité et politique en francophonie » (David Paternotte et Bruno Perreau, dir., 2012) ; « L'intersectionnalité : dominations, exploitations, résistances et émancipation » (Rémi Bachand, dir., 2014) ; « Travail, genre et justice sociale » (Sophie Bourgault et Naïma Hamrouni, dir., 2016), ainsi que dans la *Revue canadienne de science politique*, « Finding Feminism » (Alexandra Dobrowolsky *et al.*, dir., 2017). La question centrale du présent numéro thématique est ainsi : Qu'en est-il de la discipline de la science politique à l'égard des contestations catégorielles proposées par les féminismes ?

Objectifs du numéro thématique

En prenant comme point de départ la critique de Vickers (2015) par rapport à la discipline de la science politique dans les pays comme le Canada ou les États-Unis, ce numéro thématique cherche à proposer des pistes de réflexion sur les contestations catégorielles proposées par les épistémologies féministes par rapport à la science politique comme discipline traditionnelle. Les auteur·es de ce numéro se penchent ainsi sur les catégories centrales de la science politique conventionnelle, telles que le pouvoir, la citoyenneté, la participation politique ou la domination, mais aussi sur des sous-champs spécifiques comme la théorie politique, l'écologie politique, ou encore les théories de mobilisation et résistance politique. Cette collection d'articles s'attache à montrer les différentes critiques des épistémologies féministes – dans leur diversité – par rapport aux postulats et concepts centraux de la SPC. Le numéro se présente donc comme un éventail de réflexions sur la production des savoirs contre-hégémoniques en discutant, à partir de diverses géographies, épistémologies et cas d'études, les interactions des féminismes dans la théorie et la pratique de la discipline. Par ailleurs, le numéro s'avère être un espace comptant sur la participation de plusieurs chercheur·es en début de carrière, montrant leur vibrant apport à la science politique sur les plans national et international.

Plus particulièrement, le numéro thématique s'érige autour de quatre objectifs spécifiques : 1) proposer diverses critiques de la science politique conventionnelle et de ses concepts centraux en partant des épistémologies féministes, intersectionnelles, décoloniales et écologiques ; 2) réfléchir sur les contributions féministes aux domaines traditionnels de la science politique comme la théorie politique, l'étude de la citoyenneté, la participation politique des femmes, ou encore le pouvoir et la domination ; 3) contester et repenser la catégorie du genre en science politique comme concept clé faisant le lien entre la science politique et les études féministes ; et 4) mettre en lumière les barrières épistémologiques, pratiques et politiques imposées par la SPC aux études féministes, aux femmes et aux groupes en marge de analyses politiques traditionnelles, entre autres les personnes autochtones, racisées, LGBTIQ+.

Avancement des connaissances – contribution et tensions

Ce numéro contribue à combler un silence dans la science politique, soit le faible dialogue que la discipline entretient avec les épistémologies féministes. Les articles présentés touchent l'imbrication des connaissances entre les deux champs et la construction d'une science politique féministe, tout en remettant en cause la production des savoirs scientifiques au sein des universités contemporaines. De même, dans ce numéro, les chercheur·es s'engagent

personnellement dans un questionnement sur l'ébranlement de leurs piliers épistémologiques.

Ce projet est composé de six articles, dont deux se penchent sur la réalité du Québec/Canada (Mayer ; Veillette) ; deux sur la France (Le Donné ; Rétif) ; un sur le continent africain, prenant le Cameroun comme étude de cas (Ndengue) ; puis un dernier qui aborde la « positionnalité dominante » à partir de l'analyse de la SPC occidentale (Carlier). Se basant sur des études empiriques, Rose Ndengue et Sarah Rétif proposent respectivement de penser la citoyenneté au-delà des cadres institutionnels et à partir de l'action politique quotidienne des femmes. L'analyse des conflits conjugaux dans une perspective agonistique est la proposition de Stéphanie Mayer pour étudier l'action politique dans l'intime. Anne-Marie Veillette et Denis Carlier, dans la même voie que Ndengue, nous invitent à reconnaître et à dépasser les épistémologies occidentalocentrées et mâlecentrées de la SPC. Ces articles proposent l'articulation entre les épistémologies féministes noires, décoloniales, postcoloniales et issues des Suds globaux[2] pour repenser la construction des connaissances à partir des points de vue situés et des positionnalités dominantes. Finalement, traitant d'une thématique urgente pourtant peu mise en relief par la SPC française, Margaux Le Donné suggère les approches féministes et décoloniales de l'Anthropocène comme un outil pour la prise en considération des questions écologiques par la SPC et pour la transformation de cette discipline.

Contestations féministes des piliers de la science politique

La politologue Jill Vickers (1997 ; 2015) a démontré que « la conception étroite du politique » par la SPC est au centre des critiques faites à la discipline par la science politique féministe. Cette autrice soutient que le paradigme libéral, sur lequel repose la SPC, fait en sorte que cette dernière conçoive la division entre sphère privée et publique comme naturelle, le système politique comme non genré, et l'État comme étant au centre des analyses sur les rapports de pouvoir. C'est aussi autour de ces questions que les théoriciennes féministes élaborent leurs critiques. Elles s'engagent à repenser le politique et le pouvoir et à remettre en cause le sujet libéral abstrait, porteur de savoirs « neutres » et éloignés des expériences concrètes vécues, à travers les critiques à la prémisse lockéenne voulant que « la sphère politique n'est pas la place pour l'exercice du "jugement privé" individuel » (Pateman 2009, 39 [notre traduction]). Partant des expériences communes et partagées de femmes, pour paraphraser Patricia Hill Collins (2017), les féministes et les analystes antiracistes soulignent le caractère genré et racialisé de

2. Nous utilisons les Suds globaux, au pluriel, pour souligner la diversité existante entre les pays auxquels nous faisons référence.

l'État et dénoncent le contrat sexuel et racial qui précède le contrat social et qui exclut les femmes de la sphère politique (Pateman 1988 ; Peterson 1992 ; Fraisse 1995 ; Mills, 1997 ; Glenn 2004 ; Carneiro 2005).

L'affirmation phare du féminisme selon laquelle *le personnel est politique* est le point de départ de Stéphanie Mayer qui propose de concevoir, à partir d'une conception agonistique du politique, les conflits intimes, produits dans la sphère conjugale, comme un sujet d'analyse des rapports de pouvoir. Elle nous invite à élargir la conception de l'action politique pour y inclure les conflits interpersonnels et, donc, rompre avec la conception traditionnelle en science politique de traiter les conflits comme un élément de la sphère publique exclusivement. Mettant ainsi en relief le conflit au sein des arrangements intimes hétérosexuels, un sujet d'ailleurs peu travaillé par des théories féministes de l'hétérosexualité, l'autrice critique la séparation entre les sphères publique et privée dans la SPC. Elle s'appuie sur l'idée que « les perspectives agonistiques mettent en avant l'existence d'un pluralisme constitutif du politique entre les individus et les groupes en société » pour défendre l'impossibilité d'évacuer l'analyse du politique dans les conflits dans la sphère privée. En ce sens, Mayer souligne la portée politique des conflits interpersonnels intimes et propose de concevoir les conflits conjugaux « comme un moyen d'actions politiques dans l'intime ».

Les articles de Rose Ndengue et de Sarah Rétif remettent aussi en question la conception étroite du politique proposant de penser l'action politique et la citoyenneté des femmes à partir de leurs expériences quotidiennes et au-delà de la politique institutionnelle. Partant d'une enquête ethnographique, composée d'observations participantes et d'entretiens, Rétif interroge l'engagement citoyen au prisme de l'analyse de la quotidienneté des femmes dans un quartier populaire en France. Celle-ci utilise le concept de « pratiques ordinaires de citoyenneté » (Neveu 2013 ; Carrel et Neveu 2014) dans le but « d'appréhender la citoyenneté sous l'angle des rapports sociaux de sexe, en invalidant l'idée d'une citoyenneté abstraite, universaliste et stratocentrée ». Elle conclut que les pratiques quotidiennes des femmes, telles que l'apprentissage de l'arabe ou les pratiques religieuses, contribuent « à leur "meilleure" maîtrise du monde social et leur assure une plus grande capacité d'agir sur leur quotidien, et notamment leur famille. En ce sens, la fréquentation des cours d'arabe constitue une pratique ordinaire de citoyenneté. »

Si Rétif part du concept de pratiques ordinaires de citoyenneté pour analyser les expériences des femmes et pour établir le dialogue entre le couple science politique et féminismes, Ndengue remet en question les méthodes classiques d'analyse de la participation politique des femmes qui se concentrent, principalement, sur l'engagement de ces dernières dans les instances institutionnelles de pouvoir. Elle propose donc de dépasser « la perspective institutionnaliste dominante » de la SPC pour étudier « la trajectoire d'une modernité politique non occidentale » en se concentrant sur les

vécus des Camerounaises issues des milieux ruraux et urbains à travers leurs récits oraux et écrits dans la période coloniale et postcoloniale. En adoptant une posture féministe décoloniale, l'autrice critique, elle aussi, « une historicité du politique "mâlecentrée", occidentale et prétendument neutre, qui tend à naturaliser l'invisibilisation politique des femmes ».

Sur la même voie décoloniale empruntée par Rose Ndengue, Anne-Marie Veillette affirme que « faire usage du genre comme catégorie analytique ne suffit pas pour outrepasser la déshumanisation et l'objectification de toutes les "femmes". Sans une critique de la pensée eurocentriste, une majorité d'entre elles restent perçues comme des objets sur lesquels on peut construire du savoir, sans qu'elles soient considérées comme des sujets porteurs et producteurs de savoirs. » Comme l'affirme Ndengue, une démarche féministe décoloniale et postcoloniale permet de considérer que « les différentes modalités de l'agir politique des femmes, en montrant comment elles débordent le cadre de la subalternité, en déployant une agentivité plurielle et hybride, aboutit à une relecture critique des catégories telles que la citoyenneté et la participation politique ». Ces deux articles s'alignent à notre proposition initiale pour ce numéro thématique et contribuent à la contestation des modalités hégémoniques de production de la connaissance en science politique qui contribuent à l'effacement des savoirs considérés comme subalternes.

Ruptures épistémologiques : au-delà de l'intégration du « genre »

Dans l'épilogue de ce numéro thématique, Vickers réaffirme sa conviction que « la science politique féministe doit s'engager avec la science politique conventionnelle pour promouvoir un "*transformative change*" ». Selon elle, « pour que la SPF s'engage dans la science politique traditionnelle dans divers contextes, il est important d'identifier les différentes manières de conceptualiser le genre et les concepts y étant associés ». Les articles publiés dans ce numéro semblent être d'accord avec Vickers que ce changement transformatif nécessite une rupture pragmatique. Néanmoins, pour elles et eux, penser à l'engagement de la science politique conventionnelle avec les épistémologies féministes va au-delà de l'ajout de catégories d'analyses, comme le genre. Leurs propositions se construisent comme des épistémologies alternatives pour penser aux questions sociales et politiques, aussi bien qu'aux théories et concepts classiques de la science politique, à partir d'une théorisation féministe. Ils et elles soulignent surtout la nécessité d'un changement épistémologique qui remet en question la production des savoirs scientifiques au sein de la SPC.

Par exemple, Veillette accepte notre proposition initiale de partir de l'analyse du couple science politique et genre pour approfondir des réflexions épistémologiques. Elle suggère un retour à l'épistémologie de la SPC pour

penser la production des savoirs et leurs bases androcentrées et occidentalocentrées. Pour attirer l'attention au possible piège de concentrer les contributions féministes sur l'employabilité du concept de genre, elle souligne le « risque de fétichiser le genre : c'est-à-dire d'ignorer les conditions épistémologiques qui ont – à la base – permis à cette catégorie analytique d'émerger ». S'appuyant sur les auteur·es décoloniales·aux et afroféministes, elle critique la catégorie du genre comme étant issue de la pensée moderne et coloniale. Considérant qu'il est comme une construction de la colonialité (Lugones 2008), Veillette insiste sur le besoin de penser le genre en relation à son contexte historique, géographique et politique de production et en rapport direct avec d'autres catégories identitaires comme la race, la classe et la religion.

Les réflexions issues des perspectives féministes noires, décoloniales et postcoloniales présentées par Ndengue et Veillette nous permettent de complexifier la relation entre science politique et féminismes à travers la mise en place d'une perspective intersectionnelle, mettant en relief l'imbrication entre les systèmes d'oppression tels que le genre, la race, la classe, etc. Mais aussi, elles soulignent des limitations, possiblement irréconciliables, entre, d'un côté, la production de savoirs occidentalocentrés et mâlecentrés portant une prétention de neutralité et d'universalité et, de l'autre, la construction des savoirs situés et pluriversels (Grosfoguel 2008 ; Lugones 2008). Par rapport au genre comme catégorie d'analyse, ces réflexions nous permettent d'avancer qu'il ne s'agit pas seulement des différentes manières de conceptualiser ou de traduire le genre, mais plutôt de questionner la validité de l'utilisation d'un concept prenant sa source dans/de la colonialité pour analyser les réalités en dehors du Nord global ou pour remettre en question un outil théorique et politique imprégné de la binarité moderne. Ainsi, comme l'affirme Ndengue, « élaborer des sciences sociales, et plus précisément une science politique, qui intègrent l'expérience des Africaines relève d'une posture politique et épistémologique qui, au-delà d'enrichir les connaissances produites sur l'Afrique, interroge les canons de production des savoirs ».

Pour contribuer à ce débat, Denis Carlier propose une approche valorisant la prise en compte des savoirs situés des groupes historiquement et socialement marginalisés, mais principalement qui questionne la production des savoirs élaborés depuis une positionnalité dominante. Pour combattre le *dénialisme structurel* des recherches en SPC, qui définissent leurs objets d'analyse à partir des intérêts des groupes dominants et qui minimisent et délégitiment les savoirs des groupes subalternisés[3], l'auteur suggère deux

3. Même si Carlier se réfère à des savoirs *subalternes*, nous choisissons d'utiliser *subalternisés* pour sortir de la dichotomie subalterne–dominant où *dominant* reste le référent pour juger ce qui est considéré comme *subalterne*. Utilisant *subalternisé*, notre intention est donc

stratégies. La première est de reformer les approches classiques de la discipline à partir d'une « relecture du canon dominant au regard d'une tradition subalterne » en prenant en compte « la systématicité et l'historicité des rapports de pouvoir ». La deuxième consiste à accepter les savoirs subalternes comme un critère de signification. Partant des propositions de Patricia Hill Collins (2017) et de Léo Thiers-Vidal (2007), Carlier souligne ainsi « la nécessité d'instaurer une relation de redevabilité vis-à-vis des sujets subalternes ainsi que vis-à-vis des valeurs et du régime de vérité guidant leurs savoirs et leurs pratiques de résistance, par un abandon de toute prétention à la "pureté théorique" ». Cela permet d'éviter la reproduction d'un impérialisme cognitif lié à la pensée et aux pratiques de recherche à partir d'une positionnalité dominante.

Également dans une posture de critique de la production du savoir en SPC, Margaux Le Donné part du contexte de la science politique française pour se questionner sur l'absence de discussions sur l'écologie et des injustices environnementales dans la discipline en soulignant les difficultés et les résistances de la SPC à s'engager dans des questions touchant l'entrée dans l'Anthropocène – soit dans l'ère géologique marquée par des activités humaines. Proposant une approche qui remet en cause le binôme nature–société, l'autrice souligne les contributions des pensées décoloniales et féministes de l'écologie à la prise en compte des enjeux environnementaux par la SPC. Le Donné rejoint la proposition de Vickers en ce qui concerne la nécessité d'une transformation pragmatique de la SPC. Néanmoins, elle invite à une transformation féministe et écologique radicale de la SPC qui dépasse la seule incorporation des questions de genre et d'environnement comme des objets d'étude de la discipline. Sa proposition est que « [l]es sources, féministes, décoloniales, écoféministes, d'écologie radicale, etc., peuvent fournir les bases d'une science politique à la fois pleinement féministe (dans toute la multiplicité des féminismes et de leurs conflits nombreux) et à la hauteur des changements politiques rendus nécessaires par l'exploitation du vivant, les pollutions multiples et la destruction des milieux ». Finalement, considérant les apports méthodologiques et épistémologiques des perspectives [éco] féministes pour reformuler la SPC, la proposition de Le Donné dépasse les limites disciplinaires de la science politique pour défendre « la construction d'humanités écologiques ayant comme matrices les pensées féministes et décoloniales » à partir d'une approche féministe de l'Anthropocène.

---

d'attirer l'attention sur le caractère colonial, socialement et historiquement construit de la subalternisation des savoirs et des corps.

Ouverture

Les six articles qui composent ce numéro thématique examinent les possibles et les impensés du couple « féminismes » et « science politique ». À partir de la catégorie du genre ou au-delà de cette catégorie, les articles ouvrent vers des réflexions et critiques théoriques, méthodologiques et catégorielles proposées par les épistémologies féministes face à la science politique comme discipline traditionnelle. La critique à la prétendue universalité de production de la connaissance en SPC est un point nodal entre les six articles.

Les réflexions proposées dans ce numéro, même s'il y a des limites de représentations d'une diversité des voix et des savoirs situés (étant donné que la majorité des auteur·es sont issu·es des universités canadiennes ou françaises), nous invitent à remettre en question « la prétention à l'universel [qui] dissimule une pensée hégémonique qui refuse d'admettre son caractère situé » (Le Donné). Contribuant à l'ouverture de la discipline, ce court numéro ne rend pas compte de l'étendue de la diversité des contributions féministes, décoloniales, postcoloniales, afroféministes et écoféministes à la discipline de la science politique. Cependant, en dépit des privilèges épistémiques des chercheur·es, il nous invite à sortir des approches dominantes couramment explorées en SPC pour connaître, intégrer et débattre des savoirs historiquement marginalisés.

De fait, à partir des appels à la construction consciente d'un savoir situé et à des démarches de trans/interdisciplinarité, ce numéro illustre le besoin de parler de méthodes et d'épistémologies de recherches en science politique au pluriel – pour éviter une perspective universalisante occidentalocentrée. Dans ce contexte, comme mis de l'avant par les articles, les propositions féministes nous incitent à mettre au centre de nos analyses les rapports de pouvoir, les perspectives marginalisées, issues du *borderland* (Anzaldúa, 1987), de la frontière. Elles présentent ainsi des réflexions qui aident à construire des outils méthodologiques et théoriques pour rendre compte et apprendre, comme le soutient Veillette, des corps, des visions et des savoir subalternisés.

Somme toute, les féminismes et la science politique forment-ils un couple impossible ? Pour répondre à cette question, nous proposons une piste de réflexion qui surmonte la binarité tant du *couple* que celle entre l'intégration épistémologique ou son impossibilité. Le couple féminismes–science politique a prouvé son existence et sa pertinence à travers les pages de ce numéro, mais aussi de plusieurs travaux antérieurs qui ont sous-tendu les réflexions ici présentées. Celles-ci nous amènent donc à reconnaître et à proposer que ce couple doive s'ouvrir : sortir de la monogamie et de la relation fermée pour penser la relation entre la science politique et les féminismes au pluriel. En reconduisant le couple traditionnel, la relation risque de demeurer ancrée dans la pensée dichotomique moderne privilégiant

les contributions restreintes à un féminisme majoritaire et à une science politique hégémonique. En ce sens, ce numéro thématique nous inspire à continuer de partir des épistémologies féministes, afroféministes, décoloniales, écoféministes pour contribuer au changement et à l'élargissement de la science politique conventionnelle, pour qu'elle situe la production de son savoir et s'ouvre à une pluralité de possibilités.

Bibliographie

Achin, Catherine et Laure Bereni. 2013. « Comment le genre vint à la science politique. » Dans *Dictionnaire. Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*. Sous la direction de Catherine Achin et Laure Bereni, 13-42. Paris : Presses de Sciences Po.

Ahmed, Sara. 2014. *The Cultural Politics of Emotion*. Édimbourg : Edinburgh University Press.

Ahmed, Sara et Jackie Stacey. 2001. *Thinking Through the Skin*. Londres ; New York : Routledge.

Anzaldúa, Gloria, 1987, *Borderlands/La Frontera : The New Mestiza*. San Francisco : Aunt Lute Books.

Biroli, Flávia et Luis Felipe Miguel (dir.). 2012. *Teoria Política e Feminismo : Abordagens Brasileiras* [Théorie politique et féminisme : approches brésiliennes]. Vinhedo : Editora Horizonte.

Bordo, Susan. 1993. « Feminism, Foucault and the Politics of the Body. » Dans *Up Against Foucault*. Sous la direction de Caroline Ramazanoglu, 179-202. Londres ; New York : Routledge.

Butler, Judith. 1990. *Gender Trouble : Feminism and the Subversion of Identity*. New York ; Londres : Routledge.

Butler, Judith. 1993. *Bodies That Matter : On the Discursive Limits of Sex*. Londres ; New York : Routledge.

Butler, Judith. 2015. *Notes Toward a Performative Theory of Assembly*. Cambridge : Harvard University Press.

Carneiro, Sueli. 2005. « A Construção do Outro como Não-Ser como fundamento do Ser » [La construction de l'Autre comme non-être comme le fondement de l'être]. Thèse de doctorat en éducation. Université de São Paulo.

Carrel, Marion et Catherine Neveu. 2014. *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyenne*s. Paris : Karthala.

Fraisse, Geneviève. 1995. *Muse de la raison : démocratie et exclusion des femmes en France*. Paris : Gallimard.

Glenn, Evelyn Nakano. 2004. *Unequal Freedom : How Race and Gender Shaped American Citizenship and Labor*. Boston : Harvard University Press.

Grosfoguel, Ramón. 2008. « Para descolonizar os estudos de Economia política e os Estudos pós-coloniais : transmodernidade, pensamento de fronteira e colonialidade global » [Pour décoloniser les études en économie politique et les études postcoloniales]. *Revista Crítica de Ciências Sociais* 80 : 115-147.

Hill Collins, Patricia. 2017. *La pensée féministe noire : Savoir, conscience et politique de l'empowerment* [trad. Diane Lamoureux]. Montréal : Remue-ménage.

Jenson, Jane et Éléonore Lépinard, 2009. « Penser le genre en science politique : vers une typologie des usages et concepts. » *Revue française de science politique* 59 (2) : 183-201.

Lamoureux, Diane. 2016. *Les possibles du féminisme : agir sans « nous »*. Montréal : Remue-Ménage.

Lugones, María. 2008. Colonialidad y Género [Colonialité et genre]. *Tabula Rasa* (9) : 73-101.

Matos, Marlise. 2012. « O campo científico-crítico-emancipatório das diferenças como experiência da descolonização acadêmica » [Champ scientifique-critique-émancipateur des différences comme expérience de décolonisation académique]. Dans *Teoria Política e Feminismo* [Théorie politique et féminismes]. Sous la direction de Flavia Biroli et Luis Felipe Miguel, 47-101. Vinhedo : Editora Horizonte.

Mills, Charles. 1997. *The Racial Contract*. Ithaca : Cornell University Press.

Neveu, Catherine. 2013. « "E pur si muove!", ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté. » *Politix* 103 (3) : 205-222.

Pateman, Carole. 1988. *The Sexual Contract*. Standford : Standford University Press.

Pateman, Carole. 2009. « La conception "démocratie-libérale" de la politique : sublimation et réification. » Dans *La démocratie au-delà du libéralisme : perspectives critiques*. Sous la direction de Martin Breaugh et Francis Dupuis-Déri, 33-66. Montréal : Athéna.

Peterson, V. Spike (dir.). 1992. *Gendered States : Feminist (Re)visions of International Relations Theory. Gender and Political Theory*. Boulder : Lynne Rienner.

Thiers-Vidal, Léo. 2007. *De « L'ennemi principal » aux principaux ennemis. Position vécue, subjectivité et conscience masculines de domination*. Paris : L'Harmathan.

Varikas, Eleni. 2006. *Penser le sexe et le genre*. Paris : Presses universitaires de France.

Vickers, Jill. 1997. *Reinventing Political Science : A Feminist Approach*. Halifax : Fernwood Publishing.

Vickers, Jill. 2015. « Can We Change How Political Science Thinks ? "Gender Mainstreaming" in a Resistant Discipline. » *Revue canadienne de science politique* 48 (4) : 747-770.

Wills Obregón, María Emma. 2004. « Las trayectorias femeninas y feministas hacia lo público en Colombia (1970-2000) ¿Inclusión sin representación ? » [Trajectoires féminines et féministes vers la sphère publique en Colombie (1970-2000). Inclusion sans représentation ?]. Thèse de doctorat en études latino-américaines. The University of Texas at Austin.

Young, Iris Marion. 1990. *Justice and the Politics of Difference*. Princeton : Princeton University Press.